

## **Nouvelles des questions internationales n°95 (Décembre 2018)**

### **Campagnes : partage de compétences<sup>1</sup>**

#### **Introduction**

En début d'année, plus de 180 participants issus des sections nationales d'AI et des bureaux du SI à Londres et ailleurs se sont retrouvés près d'Athènes, en Grèce, pour trois jours de partage de compétences. C'était la première réunion de ce type depuis 2012, et depuis lors, beaucoup de choses ont changé aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur d'AI : douze bureaux régionaux d'AI soutiennent désormais les campagnes à travers le monde, et l'environnement extérieur a vu grandir des organisations en ligne telles que Avaaz et Change.org. La croissance des campagnes numériques a sans doute eu le plus grand impact dans les pays du Sud, mais à l'échelle mondiale AI a dû faire face à une baisse générale de fidélité envers les institutions et les organisations non-gouvernementales (ONG), car les personnes choisissent plutôt de participer à des campagnes et à des actions ponctuelles.

Qui plus est, les politiques populistes dans un certain nombre de pays ont compliqué la tâche des mouvements de défense des droits humains et autres mouvements issus de la société civile désireux de s'organiser et de mener des campagnes. Dans le même temps, des sociétés de plus en plus polarisées ont rendu le travail d'AI et de ses partenaires encore plus nécessaire. L'échange de compétences s'appuyait sur le principe bien établi à AI selon lequel on est plus fort ensemble. L'accent a donc été mis sur le partage d'expériences, les leçons à tirer des réussites et des échecs des uns et des autres, et du développement de contacts entre participants qui devraient renforcer leur capacité à faire campagne en faveur des droits humains. Le rapport sur l'échange de compétences couvre un grand nombre de thèmes, dont les principaux sont décrits ci-dessous.

#### **Campagnes pour le droit à l'avortement**

En mai 2018, l'Irlande a organisé un référendum à l'issue duquel la population a voté en faveur de la légalisation de l'avortement jusqu'alors totalement interdit par la Constitution irlandaise. Cette évolution très positive est l'aboutissement de 30 années de campagnes et de coalitions entre groupes. Ces dernières années, la campagne mondiale d'AI « Mon Corps, Mes Droits » (publication d'un rapport sur l'Irlande) a contribué à forger l'opinion publique du pays.

Les principaux ingrédients de la réussite de cette campagne reposent sur des histoires de femmes obligées d'aller à l'étranger pour subir un avortement, la construction d'un mouvement parti du terrain et la création de nouvelles structures, telles que des assemblées de citoyens destinées à impliquer des personnes de toutes origines sociales.

---

<sup>1</sup> Cet article s'appuie sur *2018 international campaigners skillshare* (ACT 10 9533 2018).

En Argentine, au contraire, la dernière tentative de légalisation de l'avortement a échoué : en août 2018, le Sénat a rejeté par 38 voix contre 31 une proposition de légalisation de l'avortement au cours des 14 premières semaines de grossesse, même si les sondages montraient qu'environ 60% de la population y était favorable. Al Argentine rapporte que, malgré ce contretemps, sa campagne a eu plusieurs effets positifs : elle a permis de lever le tabou autour du débat sur l'avortement, de nouveaux liens se sont tissés avec des associations de terrain ; enfin, le travail avec les jeunes et les médias a soulevé un grand enthousiasme. Toutes ces avancées pourront servir de point de départ dès que l'occasion se présentera de voter à nouveau sur cette question.

### **Nouveau pouvoir**

L'échange de compétences a donné lieu à des présentations sur le thème du pouvoir qui est de moins en moins centralisé et de plus en plus diversifié. Les exemples varient du jeu collaboratif en ligne (*Minecraft*) au journalisme participatif. Les jeunes en particulier apprécient la « sagesse de la foule », la transparence et une culture d'« acteur » à court terme, dans laquelle les personnes veulent faire des choses directement. Un militant kenyan a expliqué la manière dont ces principes ont contribué à pousser la jeunesse du pays à bâtir une coalition qui a listé leurs principaux sujets de revendication (le chômage, la nourriture, la santé et la corruption) et a impliqué 150 000 personnes qui ont répandu leurs contributions par sms, résultant dans un rapport d'Etat sur la jeunesse. Ce rapport a été présenté au ministre de la Jeunesse qui a accepté de l'utiliser pour forger le programme de son gouvernement.

### **Campagne numérique pour réponse rapide**

Cette session s'est focalisée sur la façon dont Al peut transformer l'intérêt public en action. Al France a récemment souligné les différentes réussites mais aussi les échecs, tout comme ces points essentiels : produire des messages simples, s'appuyer sur la mobilisation en cours en utilisant des *hashtags* déjà connus plutôt qu'en créer de nouveaux, se fixer un objectif unique et clair, savoir déléguer momentanément d'autres tâches pour dégager des ressources pour un travail et des réponses rapides et enfin s'assurer de l'existence d'une stratégie de sortie quelle que soit la campagne.

En discutant avec d'autres sections, d'autres facteurs de réussite ont été identifiés, tels que des communications claires et opportunes de la part du SI, tout comme créer des liens avec des publics déjà bien informés sur un sujet (par exemple, amener des gens au Pérou à agir pour la situation au Venezuela).

D'un autre côté, les campagnes les moins efficaces ont été marquées par une mauvaise communication interne à Al ; elles ne s'accordaient pas avec les cycles existants et manquaient de pertinence locale. Par-dessus tout, cependant, on a le sentiment que des progrès ont été réalisés à Al permettant de prendre de meilleures décisions dans ce genre de campagnes, de fournir des ressources convenables en s'adaptant aux nouvelles technologies.

### **Intégrer l'Education aux Droits Humains**

Les campagnes d'Al intégrant l'éducation aux droits humains (EDH) de différentes façons, y compris la mise en place de cours ouverts en ligne (*MOOC*), l'Académie des droits humains, la formation de formateurs et le soutien à des écoles sympathisantes des droits humains.

Un des avantages de l'EDH, c'est qu'elle donne aux participants la confiance nécessaire pour mener des campagnes efficaces : en Argentine, au Pérou et au Chili, le projet d'EDH « Mon corps, mes droits » a généré une nouvelle vague de militants qui sont à leur tour devenus des formateurs.

## **Ecrire pour les droits**

Cette session a également examiné la manière dont AI Malaisie et AI Sénégal ont utilisé la campagne "Ecrire pour les droits" ("10 Jours pour signer") pour créer des actions. En Malaisie, AI publie des cartes-pétitions colorées avec une présentation simplifiée des cas ; ils installent des stands dans les centres commerciaux avec des accessoires tels que des fausses prisons et veillent à ce qu'il y ait au moins un cas local pour attirer l'attention. AI Sénégal encourage les jeunes dans chaque région du pays à développer leur propre stratégie et leur propre matériel, créant un esprit de compétition en partageant les résultats sur un groupe WhatsApp. En 2017, ils ont mobilisé environ 23 500 nouveaux sympathisants et généré près de 300 000 actions.

## **Action directe non-violente**

Le Conseil International de 2017 a tenu un atelier sur l'action directe non-violente<sup>2</sup>, et a encouragé une mise à jour de la politique existante en matière de désobéissance civile<sup>3</sup>. Une « boîte à outils » pour l'action directe non-violente a été publiée plus tôt dans l'année<sup>4</sup> expliquant la manière dont AI peut employer cette tactique. Plusieurs sections ont rendu compte de leur expérience, dont AI Belgique, qui a réussi un « coup » vidéo en organisant une session de tirs de ballons dans la cour de l'ambassade de Russie pendant la Coupe du monde de 2018.

## **Autres aspects des campagnes**

Le partage de compétences a couvert aussi de nombreux autres aspects du travail de campagne, comme le travail avec la jeunesse : les campagnes en direction des entreprises (comme lorsqu'AI Espagne s'oppose à la multinationale Ferrovial qui gère des centres de tri et de détention sur l'île de Nauru), l'opportunité de recourir à l'humour dans une campagne, la meilleure manière d'intégrer les récits dans les messages de campagne et le rôle-clé des études d'impact dans l'amélioration de l'efficacité des campagnes d'AI.

---

*Les **Nouvelles des Questions Internationales** sont compilées dans le but de diffuser les mises à jour concernant AI à une plus grande audience dans le monde afin d'encourager davantage de membres d'Amnesty à s'engager sur ces questions.*

*Les articles sont des résumés de documents internes que nous souhaitons condenser sans pour autant donner notre opinion sur les documents originaux.*

*Tous vos commentaires, questions ou suggestions quant à notre choix de documents, l'exactitude des résumés, et la manière dont cette lettre pourrait être utilement améliorée sont les bienvenus.*

*Ecrivez-nous à l'adresse suivante : [ii-news@aivol.org](mailto:ii-news@aivol.org)*

### **Equipe éditoriale**

**Hilary Naylor** (AIUSA): membre d'AI depuis plus de 20 ans, a été membre du Bureau Exécutif, Coordinatrice Pays, et responsable de formation.

**Peter Pack** (AIUK): a présidé le Comité Exécutif International de 2007 à 2011. A présidé le comité du mandat et des politiques des DH de 1999 à 2007, et a aidé à organiser le réseau de formation d'AI de 1991 à 1995.

### **Traduction**

Français : Martine Bellet (AIF)

Espagnol : Ferran Nogueroles (AIUK)

### **Note concernant les documents originaux**

*Ces articles s'appuient pour l'essentiel sur des documents internes à AI tirés de la lettre hebdomadaire envoyée par le Secrétariat International. Les sections d'AI choisissent ou non de rendre ce mailing disponible pour leurs membres. Si vous souhaitez trouver les documents originaux, n'hésitez pas à interroger votre Section, mais contactez-nous si vous rencontrez le moindre problème. Nous pouvons généralement vous fournir la version en anglais de tous les documents référencés dans ces articles.*

---

<sup>2</sup> Voir la description de l'atelier 2 dans *ICM 2017 Circular 19 Decisions* (ORG 50 6931 2017)

<sup>3</sup> Cette politique est contenue dans la décision 1 du CI de 1985.

<sup>4</sup> *Non-violent direct action toolkit* (ACT 10/8112/2018)